

Questions orales

p. 100 au deuxième trimestre, nous ne nous attendions pas à réaliser et à maintenir ce taux de croissance, mais plutôt à voir une reprise lente ou modérée. Si nous avons bien saisi l'essentiel de ce qu'il fallait faire, c'est-à-dire réduire l'inflation et les taux d'intérêt, nous avons la recette d'une reprise durable.

M. John Manley (Ottawa-Sud): Monsieur le Président, évidemment nous nous réjouissons tous de la baisse des taux d'intérêt, mais le ministre devrait admettre que, dans les circonstances actuelles, cela ne suffit pas du tout pour stimuler la relance économique.

Comme, les données de Statistique Canada aujourd'hui indiquent que le taux de la relance est à peu près la moitié de ce qu'il était pour les cinq premiers mois de la relance de 1981-1982, le ministre est-il prêt à envisager des mesures propres à améliorer la confiance des consommateurs? Ou alors, préfère-t-il se croiser les bras et regarder l'hémorragie se poursuivre indéfiniment?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, comme nous l'avions prédit, les taux d'intérêt continuent à baisser parce que nous sommes parvenus à réduire les taux d'inflation, de même que les pressions inflationnistes.

Je sais que mon collègue en convient. Je sais qu'il y a un débat très intéressant qui se poursuit présentement au sein du caucus libéral. Je crois que le député reconnaît, comme le gouvernement, que le tout est d'avoir les éléments essentiels bien en place.

Je fais remarquer qu'aucune proposition positive n'est venue de ce côté-là de la Chambre, où l'on s'est contenté de laisser entendre qu'il fallait augmenter les dépenses et pousser plus haut les taux d'intérêt.

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, le ministre laisse croire qu'il a peut-être été un peu trop enthousiaste.

Je dirais que le ministre est *Mr. Sunshine* depuis le début de la récession. Il y a un mois il disait que nous étions sur le chemin de la reprise. Il y a deux semaines il mentionnait que nous étions sur la bonne voie.

Je voudrais demander au ministre s'il ne pense pas que nous avons de nouveau sombré dans la récession. Le ministre admettra-t-il qu'il avait tort? Fera-t-il quelque chose pour aider les milliers de gens de ce pays qui ont été lésés par l'Accord de libre-échange et auxquels le

gouvernement avait promis une aide qui n'est jamais venue?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, j'admets que j'ai peut-être été un peu optimiste lorsque j'ai dit que la relance commençait vraiment à se faire sentir, mais je dois dire que j'étais malgré tout moins optimiste que le FMI, l'OCDE, le Conseil économique du Canada et la Banque du Canada. Tous prévoient une croissance bien supérieure à celle que prévoit le ministère des Finances.

Pour en revenir à la question, le député parle du libre-échange. L'autre jour, j'étais à Edmonton où la société Dow Chemical ouvrait un nouveau centre de pétrochimie, une nouvelle installation construite au coût de 600 millions de dollars, qui emploiera 700 personnes et produira 300 millions de dollars de produits. Le président de Dow disait que cette usine n'aurait jamais été construite sans le libre-échange.

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): La réalité, monsieur le Président, c'est qu'Investissement Canada, un organisme du gouvernement lui-même, annonçait cette semaine que l'investissement par des sociétés étrangères dans ce pays avait diminué de 3,9 milliards l'an dernier.

[Français]

Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Son ministre des Finances a annoncé il y a deux mois que la récession était bel et bien terminée. Aujourd'hui, les statistiques démontrent le retour de la récession. Est-ce que le premier ministre va changer ses politiques économiques ou est-ce qu'il va changer son ministre?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il y a bien sûr une indication aujourd'hui, mais qui ne change en rien les projections pour une croissance économique assez impressionnante l'an prochain et l'année subséquente. Le fait est que les taux d'intérêt aujourd'hui sont à leur plus bas niveau depuis 14 ans. Le taux d'inflation, depuis trois mois, est à son plus bas niveau, on me dit, depuis 1971, donc bientôt 20 ans. Ce sont quand même des indications très importantes d'une relance durable et impressionnante pour le Canada.

Au lieu de se plaindre. . . Tantôt le député accusait le ministre des Finances d'être *Mr. Sunshine*.